

Les machines-outils : l'industrie des industries sacrifiée et qui nous manque

Alors que les autorités politiques de France et des États-Unis s'inquiètent du devenir de leurs industries, il nous semble utile de focaliser notre attention sur un secteur stratégique, celui des machines-outils. En effet, pour une industrie nationale, la présence forte de ce secteur procure un soutien à la fois en termes de qualités des moyens de production et de disponibilité des équipes d'entretien qualifiées et aussi d'exportations de ce savoir-faire.

Il n'est pas surprenant que les grands pays manufacturiers se caractérisent par leurs forces industrielles dans le secteur des machines-outils comme l'attestent leur part de marché mondial dans ce secteur : en Europe, se distinguent l'Allemagne et l'Italie, en Asie, la Chine et Japon. Les États-Unis ne se classent qu'au niveau de l'Italie (environ 7% du marché mondial) quant à la France, sa participation à ces échanges internationaux reste anecdotique.

Le secteur de la machine-outil allemand emploie plus de 65.000 salariés, l'italien, 32.000 et le français un peu moins de 9.000 salariés.

La faiblesse du secteur français de la machine-outil ne date pas de ces dernières décennies même si les politiques industrielles de délocalisation (en particulier de l'industrie automobile) n'ont guère aidé. Ainsi, dès le lendemain de la Seconde guerre mondiale¹, le plan Monnet inclut une Commission de modernisation de la machine-outil dont la principale recommandation sera de diligenter des achats aux États-Unis devant le caractère d'urgence de la reconstruction.

Il fut également envisagé de restructurer le secteur, caractérisé par des entreprises de taille moyenne (capitalisme familial), autour d'une grande entreprise nationale. Et finalement, le plan Monnet ne pris pas en compte les travaux de la commission de la modernisation de la machine-outil qui est dissoute après quelques mois d'existence et sans qu'aucune décision structurante ne soit prise.

L'échec à organiser le secteur au lendemain de la dernière guerre mondiale a sans aucun doute pesé. Sa faiblesse structurelle, conjuguée à des politiques économiques récessives, conduit même au milieu des années 80 à sa quasi-mise en liquidation,² malgré le plan Machine-Outil de 1982. Ce plan, qui affichait le volontarisme industriel du gouvernement, prévoyait la restructuration financières (prêts participatifs, participations directes de l'État ou de grands groupes industriels, invités à le faire) des 25 premières entreprises du secteur et aussi une restructuration industrielle et commerciale (fusion des entreprises, constitution de pôle). L'État a engagé dans ce plan 3 milliards de francs alors que le chiffre d'affaires du secteur s'établissait à 4 milliards de francs.

Finalement, les entreprises, même en grandes difficultés, ont refusé de fusionner et les aides publiques ont servi à éponger les dettes plutôt que d'investir. Par ailleurs, entre 1981 et 1983, la production mondiale a reculé de 30% environ, le contexte n'était pas porteur... Par ailleurs, le plan portait une attention particulière à la commande numérique, déjà parfaitement maîtrisée par la concurrence étrangère, la machine-outil française avait en ce domaine 4-5 ans de retard à combler.

Ainsi, depuis 80 ans, le secteur français de la machine-outil n'est guère sorti de l'ornière et sa faiblesse constitue un handicap pour l'ensemble de l'industrie française. Les qualifications et le savoir-faire des travailleurs du secteur ne sont pas la cause de cette faiblesse qui est plutôt à mettre au « crédit » de la frilosité du capitalisme familial, du désintérêt du capitalisme financier français, dont la priorité est à sa propre industrie, faire de l'argent avec de l'argent.

La réindustrialisation nécessite une attention particulière à la machine-outil nationale sans laquelle l'industrie manufacturière est à la merci des constructeurs de puissances capitalistes qui n'ont aucun intérêt à relâcher leur domination dans ce domaine décisif. Mais est-ce possible sans une réelle prise en main politique de l'organisation

industrielle et financière ou faudra-t-il attendre encore longtemps le bon vouloir du capital ? Poser la question c'est y répondre. Notre Parti Révolutionnaire Communistes, loin des discours lénifiants sur la réindustrialisation se bat à la fois pour le maintien du potentiel encore existant, c'est pourquoi par exemple, nous refusons la liquidation de la métallurgie voulue par Arcelor Mittal et exigeons la nationalisation immédiate et sans indemnisation des sites concernés, comme nous le faisons pour l'industrie chimique. Pour nous, la réindustrialisation est un enjeu de classe, elle doit s'appuyer sur un secteur nationalisé puissant et un secteur énergétique public.

1 [Le plan Monnet - Chapitre X. L'échec de la commission de modernisation de la machine-outil - Éditions de la Sorbonne](#)

2 [« Industrie de biens d'investissements et crise : réflexions à propos de l'échec du plan machine-outil » - Persée](#)